

Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P)

Marché de travaux

Restauration des façades et toitures du pavillon central du Familistère (PCMH3)

N° 2018-SMFG-007

SOMMAIRE

1. Dispositions générales

- 1.1 Maîtrise d'ouvrage
- 1.2 Maîtrise d'œuvre
- 1.3 Contrôle technique
- 1.4 Sécurité et protection de la santé (SPS)
- 1.5 Système de sécurité incendie (SSI)
- 1.6 Ordonnancement, pilotage et coordination (OPC)

2. Description du marché

- 2.1 Objet du marché
- 2.2 Contexte des prestations
- 2.3 Tranches
- 2.4 Allotissement
- 2.5 Délai d'exécution – planning

3. Pièces constitutives du marché

- 3.1 Pièces générales
- 3.2 Pièces spécifiques

4. Prix

- 4.1 Contenu des prix
- 4.2 Forme des prix
- 4.3 Révision des prix
- 4.4 Répartition des paiements
- 4.5 Rémunération des tranches conditionnelles
- 4.6 Dépenses communes de chantier
 - 4.6.1 Nettoyage du chantier
 - 4.6.2 Compte prorata

5. Décomptes

- 5.1 Décomptes mensuels et définitifs
- 5.2 Délais de paiement
- 5.3 Intérêts moratoires

6. Clauses de financement et de sureté

- 6.1 Avance
- 6.2 Approvisionnements
- 6.3 Retenue de garantie

7. Délais d'exécution, pénalités et primes

- 7.1 Délais d'exécution
- 7.2 Pénalités pour retard
 - 7.2.1 Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations
 - 7.2.2 Autres pénalités

8. La sous-traitance

- 8.1 Désignation des sous-traitants en cours de marché
- 8.2 Modalités de paiement des sous-traitants

9. Provenance des matériaux et produits

10. Préparation, coordination et exécution des travaux

- 10.1 Période de préparation des travaux*
- 10.2 Garde du chantier en cas de défaillance d'un entrepreneur*
- 10.3 Mesures particulières concernant l'hygiène et la sécurité*
- 10.4 Autorisations administratives*
- 10.5 Disposition concernant le travail illégal*

11. Poursuite de l'exécution des prestations prévues au marché

- 11.1 Ouvrages et prestations non prévues*

12. Constatation des quantités d'ouvrages exécutés

13. Contrôles et réception des travaux

- 13.1 Réception*
- 13.2 Délai de garantie*

14. Résiliation du marché

15. Dérogations aux documents généraux

- 15.1 C.C.A.G.*
- 15.2 C.C.T.G.*

Annexe 1 : consignes particulières concernant tous les travaux

Annexe 2 : consignes particulières concernant les travaux par points chauds

1. Dispositions générales

1.1 Maîtrise d'ouvrage

Le « maître de l'ouvrage » est le pouvoir adjudicateur pour le compte duquel les travaux sont exécutés.

Dans le cadre du présent marché, il s'agit du Syndicat Mixte du Familistère Godin situé au 178/179 Familistère Central à Guise (02 120) (tel : 03 23 05 85 90 – fax : 03 23 05 85 95 – mail : marchepublic@familistere.com).

1.2 Maîtrise d'œuvre

Le « maître d'œuvre » est la personne physique ou morale, publique ou privée, qui, en raison de sa compétence technique, est chargée par le maître de l'ouvrage d'assurer la conformité architecturale, technique et économique de la réalisation du projet objet du marché, de diriger l'exécution des marchés de travaux, de lui proposer leur règlement et de l'assister lors des opérations de réception ainsi que pendant la période de garantie de parfait achèvement.

Dans le cadre du présent marché, le groupement chargé de la maîtrise d'œuvre est composé de :

Eugène Architectes du patrimoine (Mandataire)

10 Cité d'Angoulême

F - 75011 PARIS

Tel : 09 64 00 52 81

Fax : 01 44 54 91 64

E-mail : contact@eugenearchitectes.com

Equilibre Structures

Bureau d'études structures

18 rue du Sentier

F - 75002 PARIS

Tel : 01 47 42 04 87

Fax : 01 47 42 01 89

E-mail : contact@equilibre-structures.fr

Cabinet Philippe Votruba

Economiste de la construction

19 rue du Petit Musc

F - 75004 PARIS

Tel : 01 48 87 99 38

Fax : 01 42 77 14 97

E-mail : contact@cabinet-votruba.com

1.3 Contrôle technique

La mission CTC n'est pas encore attribuée.

1.4 Sécurité et protection de la santé (SPS)

La mission CSPS n'est pas encore attribuée.

1.5 Système de sécurité incendie (SSI)

Le chantier ne nécessite pas de mission SSI.

1.6 Ordonnancement, pilotage et coordination (OPC)

Au regard du nombre de lots mobilisés, ces prestations sont assurées par la maîtrise d'œuvre.

2. Description du marché

2.1 Objet du marché

Le présent marché est un marché de travaux relatifs à la restauration des façades extérieures et des toitures du pavillon central du Familistère.

2.2 Contexte des prestations

Le pavillon central achevé en 1865 n'a pas connu de travaux significatifs sur ses façades extérieures exceptée la modification de deux baies situées au rez-de-chaussée de l'élévation Sud (aile Sud), le remplacement des portes principales sur l'élévation Sud lors de la reconstruction de l'aile gauche (1923-1924) et quelques menuiseries lors de l'aménagement du musée, l'ajout de volets et garde-corps.

Le parti de restauration proposé pour les façades extérieures et les couvertures du pavillon central du Familistère de Guise est une préservation de l'état originel de 1865, légèrement modifié dans les années 1920, tout en intégrant les nécessaires mises aux normes actuelles.

La polychromie d'origine du jointoiement estompée par le temps sera restituée. Les différentes teintes utilisées respecteront les décors et les couleurs initiales.

Cette 3^{ème} phase de restauration du pavillon central concerne les façades extérieures, charpentes et toitures des édicules Est et Ouest (base) et les charpentes et toitures de l'aile Ouest (option) du pavillon central.

2.3 Tranches

Sans objet

2.4 Allotissement

Le marché est divisé en cinq lots :

Lot 1 : Maçonnerie

Lot 2 : Charpente

Lot 3 : Couverture

Lot 4 : Menuiserie bois/Métal

Lot 5 : Peinture

2.5 Délai d'exécution – planning

La première phase du marché de base concerne la restauration des façades, charpentes et couvertures :

- d'une part de l'édicule Est sur 8 mois inclus 1 mois de de préparation
- et d'autre part de l'édicule Ouest sur 8 mois inclus 1 mois de de préparation

La deuxième phase « Option » concerne la restauration des charpentes et couvertures :

- de l'aile Ouest sur 8 mois inclus 1 mois de de préparation

La maîtrise d'ouvrage souhaite réaliser l'ensemble des travaux, base et option, dans un délai global de 12 à 14 mois. Les plannings de chantier joints au dossier de consultation doivent être signés et acceptés par le titulaire du marché en prenant en considération ces éléments.

3. Pièces constitutives du marché

3.1 Pièces générales

Ce sont :

- le cahier des clauses administratives générales (CCAG) – Travaux de l'arrêté du 8 septembre 2009
- les cahiers des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux

3.2 Pièces spécifiques

Ce sont :

- l'acte d'engagement (ATTRI1) et ses annexes, dont seul l'exemplaire original conservé dans les archives du maître d'ouvrage fait foi,
- la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF),
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes éventuelles,
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP), dont seul l'exemplaire original conservé dans les archives du Maître d'Ouvrage fait foi,
- le planning prévisionnel
- les documents graphiques et techniques établis par le maître d'œuvre et joints au dossier de consultation.

4. Prix

4.1 Contenu des prix

Par le seul fait de soumissionner, chaque entrepreneur reconnaît :

-qu'il a pris connaissance de la totalité des pièces constitutives du marché de tous les lots.
-qu'avant d'établir son offre, il s'est rendu sur place et a apprécié toutes les obligations qui lui incombent, et qu'il tient compte des différentes sujétions résultant de la destination ou de l'usage de cet édifice. Cette reconnaissance est facultative.

-qu'il a établi son offre en tenant compte de ce que les sujétions explicitées ci-après ne seront pas payées, ni remboursées par le maître d'ouvrage :

- tous les frais spéciaux cités dans le présent document
- respect des instructions du maître d'œuvre sur les heures d'entrées et de sorties des ouvriers, l'emplacement et le stockage des matériaux et du matériel, les aménagements provisoires de chantier
- interruptions de travail consécutives au fonctionnement ou à l'exploitation de l'édifice ou du monument, avec pour corollaire, le respect des mesures prescrites pour ne pas gêner le service
- pour accès au lieu des travaux, respect impératif du parcours imposé par le responsable de l'édifice ou le maître d'œuvre avec, pour corollaire, interdiction de pénétrer ou de circuler dans les autres parties de cet édifice. L'entrepreneur fera connaître au responsable de l'édifice les accès et les limites du chantier et en assurera la clôture.
- exécution des échantillons prescrits
- toutes sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée des ouvrages des autres corps d'état

-que les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux (comme l'élimination des déchets de chantiers), y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques (notamment les phénomènes naturels) et bénéfice,

-que les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le maître de l'ouvrage,

-que, dans le cas d'un marché passé avec des entrepreneurs groupés conjoints, les prix des prestations attribuées à chaque entrepreneur dans l'acte d'engagement sont réputés comprendre les dépenses et marge correspondantes, y compris les charges que chaque entrepreneur peut être appelé à rembourser au mandataire,

-qu'en cas de sous-traitance, les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle, par le titulaire, de ses sous-traitants ainsi que les conséquences de leurs défaillances éventuelles,

-qu'il a établi son offre en tenant compte de tous les moyens de protection des existants conservés qui lui incombent et ce, contre les infiltrations d'eau, la poussière et les chocs,

-qu'il a établi son offre en tenant compte de la présence de jour comme de nuit d'habitants et de visiteurs dans l'édifice et des contraintes en découlant (contrôle des nuisances sonores, protection des circulations d'habitants et visiteurs, etc., conformément à la charte Chantier à faibles nuisances)

-qu'il a également établi son offre en considérant comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels indiqués ci-après lorsqu'ils ne dépassent pas les intensités limites suivantes :

- *vent : 80 km/h pendant huit jours consécutifs
- *pluie : 10 mm/jour pendant huit jours consécutifs
- *températures :- 10° et +35° Celsius pendant huit jours consécutifs
- *neige : 10 cm pendant huit jours consécutifs

-en tenant compte des soins particuliers, et des difficultés d'exécution ou d'emploi de matériaux découlant de la nature particulière des travaux de restauration des monuments historiques impliquant :

- l'harmonisation des parties restaurées avec les parties anciennes
- l'obligation d'emploi des matériaux de choix
- les précautions à prendre pour ne dégrader en rien les parties conservées de l'édifice
- les moyens pour assurer la sécurité des personnes et des biens en veillant à ce que les échafaudages, ainsi que les matériels et agrès, ne permettent pas l'accès de l'édifice aux personnes étrangères à l'entreprise en dehors des heures de travail.

4.2 Forme des prix

Le présent marché est passé sous forme de prix forfaitaires.

Est forfaitaire tout prix qui rémunère le titulaire pour un ouvrage, une partie d'ouvrage ou un ensemble déterminé de prestations défini par le marché. Le prix forfaitaire est donc réputé comprendre toutes les dépenses d'exécution et les sujétions normalement prévisibles résultant de l'exécution du marché. L'acte d'engagement fait apparaître les prix en € hors taxe, la TVA et le prix en € toutes taxes comprises. Les prix forfaitaires sont révisés pendant la durée d'exécution du marché et actualisés lorsque le délai entre la date de remise des offres et la date de commencement des prestations est supérieur à 3 mois.

4.3 Révision des prix

Le mois zéro (M°) est celui de la date de la remise des offres.

La révision s'effectuera par application de la formule : $P = P^{\circ} \times (0,15 + 0,85(BT X / BT X^{\circ}))$

dans laquelle : P est le prix révisé,

P° est le prix prévu dans le marché,

BT X° est la valeur de l'index du lot correspondant au mois d'établissement du prix

BT X est la valeur de ce même index au mois d'exécution des travaux sous réserve que ce mois soit postérieur de plus de trois mois au mois

Les index de référence sont les suivants :

Lot 01 – Maçonnerie : 100% BT03

Lot 02 – Charpente : 100% BT17

Lot 03 – Couverture : 100% BT32

Lot 04 – Menuiserie bois/métal : 100% BT18

Lot 05 – Peinture : 100% BT46

La révision des prix sera calculée à chaque acompte selon le mois d'exécution correspondant, et sera appliquée en totalité avec le décompte final.

4.4 Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique éventuellement, ce qui doit être réglé respectivement à l'entrepreneur titulaire et à ses sous-traitants, à l'entreprise mandataire, aux contractants et leurs sous-traitants.

4.5 Rémunération des tranches conditionnelles

Sans objet

4.6 Dépenses communes de chantier

Chaque entrepreneur devra tenir compte des dépenses communes de chantier telles qu'elles sont précisées ci-après.

4.6.1 Nettoyage du chantier

Chaque entrepreneur procédera au nettoyage quotidien du chantier dont il est chargé.

Chaque entrepreneur doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux dont il est chargé.

Chaque entrepreneur a la charge de l'évacuation de ses propres gravois jusqu'aux lieux de stockage fixés par le maître d'œuvre.

Pour les déchets du chantier, il conviendra d'en limiter les quantités par des choix judicieux de techniques constructives et par une bonne préparation du chantier (réservations, calepinage).

Les entreprises doivent être capables d'anticiper et de quantifier leur mise en œuvre comme la quantité et la nature des déchets nécessaires à l'exécution.

L'ensemble de la législation relative aux déchets (inertes, ménagers, industriels, spéciaux, ...) sera respectée, en particulier, les emballages devront nécessairement être triés et valorisés conformément au décret du 13 juillet 1994 sur les emballages industriels et commerciaux.

Les entreprises se devront :

- de définir les déchets à trier (ou pré-trier) sur le chantier, en fonction des possibilités des valorisations existantes dans la région et de la place disponible
- d'organiser ce tri (ou pré-tri) avec toute sa logistique : suivant les nécessités bennes de collecte sélective, systèmes intermédiaires de collecte sélective des déchets entre les postes de production et les bennes, évacuation des bennes pleines, ...
- d'assurer le suivi des déchets en vérifiant leur destination finale vers les décharges et centres de traitement en établissant des bilans réguliers.

Chaque entrepreneur a la charge du nettoyage, de la réparation et de la remise en état des installations qu'il a salies ou détériorées.

En cas d'insuffisance ou de carence constatée de l'entrepreneur, le maître d'ouvrage fera procéder à l'enlèvement des gravas et au nettoyage du chantier aux dépens de l'entrepreneur par le titulaire du lot n°01.

4.6.2 Compte prorata

Sans objet.

5. Décomptes

5.1 Décomptes mensuels et définitifs

Avant la fin de chaque mois, le titulaire remet sa demande de paiement mensuelle au maître d'œuvre en 3 exemplaires sous la forme d'un projet de décompte qui indique les éléments suivants :

- coordonnées du maître d'ouvrage
- références du marché (nom et numéro)
- montant total du marché attribué (en € HT, TTC et TVA)
- montant total des prestations exécutées (en € HT)
- détail des acomptes payés (€ HT)
- montant de la situation mensuelle (en € HT, TTC et TVA)



Le projet de décompte doit impérativement respecter la forme de la décomposition du prix global et forfaitaire du présent marché : reprise de l'ensemble des prestations attribuées avec quantité, prix unitaire, pourcentage d'avancement et total à payer pour chaque poste.

Ce projet de décompte ne doit pas faire apparaître ni actualisation ni révision des prix.

Le titulaire envoie cette demande de paiement mensuelle au maître d'œuvre par tout moyen permettant de donner une date certaine.

Le projet de règlement des situations sera transmis par copie à l'entreprise qui sera réputée l'avoir acceptée sans réclamation de sa part sous 48 heures.

Suite à la réception du chantier, le titulaire établit son décompte général et définitif et le transmet au maître d'œuvre, par tout moyen permettant de donner une date certaine, dans le délai de quarante-cinq jours à compter de la date de notification de la décision de réception des travaux. Ce décompte définitif doit comporter les mêmes indications que les décomptes mensuels et suivre le même formalisme. Ce décompte établit le montant total des sommes auquel le titulaire prétend du fait de l'exécution du marché dans son ensemble, son évaluation étant faite en tenant compte des prestations réellement exécutées.

5.2 Délais de paiement

Les sommes dues en exécution du présent marché seront payées dans le délai global de paiement prévu par le décret n°2013-269 du 29 mars 2013 et ne pourra excéder 30 jours.

Le décret du 29 mars 2013 fixe les différents points de départ (art. 2) :

- en principe, le délai de paiement court à compter de la date de réception de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur ou, si le contrat le prévoit, par le maître d'œuvre ou toute autre personne habilitée à cet effet. Toutefois, le délai court :
- à compter de la date d'exécution des prestations, lorsque la date de réception de la demande de paiement est incertaine ou antérieure à cette date ;
- pour le paiement du solde des marchés de travaux soumis au code des marchés publics, à compter de la date de réception par le maître de l'ouvrage du décompte général et définitif établi dans les conditions fixées par le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux.

Si du fait du titulaire du marché, il ne peut être procédé aux opérations de vérification ou à toutes les opérations nécessaires au mandatement, le délai global de paiement est suspendu.

Le délai global de paiement ne peut être suspendu qu'une fois par l'ordonnateur, avant l'ordonnancement ou le mandatement. Cette suspension fait l'objet d'une notification au titulaire par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception. Cette notification précise les raisons qui, imputables au titulaire, s'opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise par le titulaire de la totalité des justifications qui lui ont été réclamées.

A compter de la réception des justifications demandées par la personne publique contractante, un nouveau délai global de 30 jours est ouvert.

5.3 Intérêts moratoires

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire du marché ou le sous-traitant, le bénéfice d'intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Le calcul des intérêts moratoires se fait selon la formule suivante :

$$IM = \frac{M \times T \times J}{365 \times 100}$$

IM = montant des intérêts moratoires

M= montant TTC de la créance

T = taux intérêts moratoires

J = nombres de jours pénalisables

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage.

6. Clauses de financement et de sûreté

6.1 Avance

En vertu des dispositions de l'article 110 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, l'avance est obligatoirement accordée aux titulaires et sous-traitants attributaires d'un marché supérieur à 50 000 € HT dont l'exécution est supérieure à 2 mois.

Le montant est fixé à 5 % du montant TTC du marché lorsque la durée d'exécution des prestations est inférieure ou égale à 12 mois. Lorsque cette dernière est supérieure à 12 mois, l'avance est calculée selon la formule suivante :

$$\text{Montant avance} = 5\% \times \frac{\text{Montant du marché} \times 12}{\text{Durée d'exécution des prestations}}$$

L'avance est versée, sur leur demande, aux titulaires et sous-traitants bénéficiaires du paiement direct dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le pouvoir adjudicateur.

Le remboursement de cette avance s'effectue conformément aux modalités prévues à l'article 111 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, le remboursement s'impute sur les sommes dues au titulaire ou au sous-traitant lorsque le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant TTC du marché et devra être terminé lorsque celui-ci atteint 80 %.

6.2 Approvisionnements

Par dérogation à l'article 13.1.4. du CCAG travaux, il ne sera payé aucun acompte pour approvisionnement de matériaux ou de matériels.

6.3 Retenue de garantie

En application des dispositions de l'article 122 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, une retenue de garantie de 5% sera systématiquement appliquée aux situations mensuelles de travaux. Sans avis contraire du maître d'œuvre, cette retenue de garantie sera libérée automatiquement par le maître d'ouvrage à l'issue du délai de garantie de parfait achèvement.

Le maître d'ouvrage n'acceptera pas en remplacement de cette retenue de garantie de caution personnelle et solidaire. Cependant, en application des dispositions de l'article 123 dudit décret, cette retenue de garantie pourra être remplacée par une garantie à première demande équivalant à 5% du montant total du marché, **à condition expresse que celle-ci soit produite dès la présentation de la première situation mensuelle de travaux.** A défaut de production de cette garantie, la retenue de garantie de 5% sera systématiquement appliquée.

7. Délais d'exécution, pénalités et primes

7.1 Délais d'exécution

Pour chaque lot, un ordre de service de démarrage des prestations fait démarrer le délai d'exécution. Cet ordre de service est établi par le maître d'œuvre et contresigné par le maître d'ouvrage et l'entreprise.

Le délai d'exécution propre à chacun des lots s'inscrit dans le délai d'ensemble, conformément au calendrier prévisionnel d'exécution joint à chaque marché.

Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par le maître d'œuvre après consultation des titulaires des différents lots et indique :

- le délai global d'exécution et son point de départ pour chaque lot,
- les délais particuliers correspondant aux interventions successives de chaque lot sur le chantier et leur point de départ.

Après acceptation par les entrepreneurs, le calendrier détaillé d'exécution est soumis par le maître d'œuvre à l'approbation du pouvoir adjudicateur 10 jours au moins avant l'expiration de la période de préparation du chantier.

Au cours du chantier et avec l'accord des différents entrepreneurs concernés, le maître d'œuvre peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai global d'exécution de l'ensemble des lots. Au cours du chantier et avec l'accord des différents entrepreneurs concernés, le maître d'œuvre peut proposer au maître d'ouvrage la prolongation du délai d'exécution établi par ordre de service.

7.2 Pénalités pour retard

7.2.1 Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations

En cas de retard imputable au titulaire dans l'exécution des travaux, qu'il s'agisse de l'ensemble du marché ou d'une tranche pour laquelle un délai d'exécution partiel ou une date limite a été fixée, il est appliqué **une pénalité journalière de 1/3 000 du montant hors taxes de l'ensemble du marché ou de la tranche considérée.** Il est évalué à partir des prix du marché initial complété des avenants en euros hors TVA.

Les pénalités sont encourues du simple fait de la constatation du retard par maître d'œuvre dans les comptes-rendus de chantier.

Ces pénalités pourront être annulées si le retard se trouve résorbé avant qu'il n'ait provoqué de gêne dans le déroulement des travaux d'un autre lot.

Dans le cas de résiliation, les pénalités sont appliquées jusqu'au jour inclus de la notification de la décision de résiliation ou jusqu'au jour d'arrêt de l'exploitation de l'entreprise si la résiliation résulte d'une cessation d'activité ou d'une liquidation judiciaire.

Par dérogation à l'article 20.4 du CCAG travaux, aucune exonération de pénalité ne sera appliquée.

7.2.2 Autres pénalités

Toutes les autres pénalités détaillées ci-après seront constatées à partir d'un compte-rendu de réunion de chantier :

- absence aux réunions de chantier dûment convoqué : **1 000 € par absence**
- non justification des prix de travaux modificatifs : **100 € par jour calendaire de retard** dans la production des justifications de prix d'ouvrages non prévus lorsqu'un délai supérieur à 10 jours à compter de la demande formulée par le maître d'œuvre sera constaté.
- Non production des échantillons et (ou) prototypes : **500 € par jour calendaire de retard**
- Non remise ou non diffusion des documents nécessaires à l'ordonnancement ou à la coordination des travaux (calendrier détaillé d'exécution, plan d'exécution, notes de calculs, notes techniques, études de détails, plans de synthèse, etc...) : **500 € par jour calendaire de retard**
- Non remise du dossier des ouvrages exécutés avec le décompte final : **500 € par jour calendaire de retard**
- Non respect des prescriptions relatives à la sécurité, à l'hygiène, à la signalisation générale du chantier : **500 € par jour calendaire de retard**
- Dépôt de matériel, matériaux, terre, gravois etc. en dehors des zones prescrites : **500 € par jour calendaire de retard et pour chaque infraction constatée**
- Défaut de nettoyage du chantier : **500 € par jour calendaire de retard**
- Non évacuation des gravois hors chantier : **1 000 € par jour calendaire de retard**
- Défaut de nettoyage des voies publiques à la sortie du chantier par journée : **calendaire 500,00 € H.T.**
- Bruit de chantier en dehors de la plage horaire prescrite : **500,00 € par heure (toute partie d'heure étant comptée pour une heure)**
- Poussière : **500,00 € par avertissement**
- Non mise en place des protections collectives : **500,00 € par avertissement**
- Défaut de clôture du chantier : **500 € par constat émanant soit d'un représentant de la maîtrise d'ouvrage ou de la maîtrise d'œuvre**
- Utilisation d'un poste de radio : **100 € par avertissement émanant soit d'un représentant de la maîtrise d'ouvrage ou de la maîtrise d'œuvre**
- Non respect de l'interdiction de fumer : **100 € par avertissement émanant soit d'un représentant de la maîtrise d'ouvrage ou de la maîtrise d'œuvre**
- Stationnement d'un véhicule hors de la zone de chantier prévue à cet effet : **100 € par avertissement émanant soit d'un représentant de la maîtrise d'ouvrage ou de la maîtrise d'œuvre**
- libération des terrains et (ou) emplacements mis à la disposition des entreprises par le maître de l'ouvrage et (ou) des emprises de chantier : **200 € par jour calendaire de retard**
- perte des clefs du chantier (salle de réunion et lieux des travaux) : **500 € par clé perdue**
- défaut de fermeture du chantier chaque soir : **500 € par jour constaté par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre**

Par dérogation à l'article 20.4 du CCAG travaux, aucune exonération de pénalité ne sera appliquée.

8. La sous-traitance

8.1 Désignation des sous-traitants en cours de marché

En vertu de l'article 134 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 les dispositions suivantes s'appliquent. L'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont demandés dans les conditions suivantes :

L'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont demandés dans les conditions suivantes :

1° Dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre ou de la proposition, le candidat fournit à l'acheteur une déclaration mentionnant :

- a) La nature des prestations sous-traitées ;
 - b) Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
 - c) Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
 - d) Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
 - e) Le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie.
- Il lui remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner.

Lorsque le montant de la sous-traitance apparaît anormalement bas, l'acheteur met en œuvre les dispositions de l'article 60.

La notification du marché public emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement ;

2° Dans le cas où la demande est présentée après le dépôt de l'offre, le titulaire remet contre récépissé à l'acheteur ou lui adresse par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception, une déclaration contenant les renseignements mentionnés au 1°.

Le titulaire établit en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché public ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article 135, en produisant, lorsque les dispositions des articles 110 à 121 s'appliquent au marché public, soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché public qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement des créances.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont constatés par un acte spécial signé des deux parties.

Figurent dans l'acte spécial les renseignements ci-dessus mentionnés au 1° ;

3° Lorsque les dispositions des articles 110 à 121 s'appliquent au marché public, si le titulaire envisage de confier à des sous-traitants bénéficiant du paiement direct, postérieurement à la notification du marché public, l'exécution de prestations pour un montant supérieur à celui qui a été indiqué dans le marché public ou l'acte spécial, il demande la modification de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité prévus à l'article 127.

Si cet exemplaire ou ce certificat de cessibilité a été remis en vue d'une cession ou d'un nantissement de créances et ne peut être restitué, le titulaire justifie soit que la cession ou le nantissement de créances concernant le marché public est d'un montant tel qu'il ne fait pas obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée, soit que son montant a été réduit afin que ce paiement soit possible.

Cette justification est donnée par une attestation du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances résultant du marché public.

L'acheteur ne peut pas accepter un sous-traitant ni agréer ses conditions de paiement si l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité n'a pas été modifié ou si la justification mentionnée ci-dessus ne lui a pas été remise.

Toute modification dans la répartition des prestations entre le titulaire et les sous-traitants payés directement ou entre les sous-traitants eux-mêmes exige également la modification de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité ou, le cas échéant, la production d'une attestation ou d'une mainlevée du ou des cessionnaires ;

4° Le silence de l'acheteur gardé pendant vingt-et-un jours à compter de la réception des documents mentionnés aux 2° et 3° vaut acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

8.2 Modalités de paiement des sous-traitants

En vertu des articles 135 à 138 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € TTC, le sous-traitant de 1er rang est payé directement pour l'exécution des prestations qu'il assure l'exécution.

L'assiette de l'avance est alors réduite, pour le titulaire et pour son sous-traitant, au montant correspondant aux prestations qui leur incombent.

Les modalités de paiement l'avance sont identiques pour le titulaire et le sous-traitant (voir le point 6.1 du présent CCAP).

I. - Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par l'acheteur, est payé directement, pour la partie du marché public dont il assure l'exécution.

Toutefois, en ce qui concerne les marchés publics de services ou de travaux et les marchés publics de fournitures nécessitant des travaux de pose ou d'installation ou comportant des prestations de service, passés par les services de la défense, notamment les marchés publics de réalisation de

prototypes, de fabrication, d'assemblage, d'essais, de réparations ou de maintien en condition et de prestations intellectuelles, les sous-traitants ne sont payés directement que si le montant de leur contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 10 % du montant total du marché public.

II. - Lorsque les dispositions des articles 110 à 121 s'appliquent au marché public, elles s'appliquent aux sous-traitants mentionnés à l'article 134 en tenant compte des dispositions particulières ci-après : Lorsqu'une partie du marché public est sous-traitée, l'avance versée au titulaire est calculée sur la base du montant du marché public diminué le cas échéant du montant des prestations confiées aux sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct.

Pour le calcul du montant de cette avance, les limites fixées à l'article 110 sont appréciées par référence au montant des prestations confiées au sous-traitant tel qu'il figure dans le marché public ou dans l'acte spécial mentionné au 2° de l'article 134.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché public ou de l'acte spécial par l'acheteur.

Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que celles prévues à l'article 111.

Si le titulaire du marché public qui a perçu l'avance sous-traite une part du marché public postérieurement à sa notification, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées et donnant lieu à paiement direct, même dans le cas où le sous-traitant ne souhaite pas bénéficier de l'avance.

Le remboursement par le titulaire s'impute sur les sommes qui lui sont dues par l'acheteur dès la notification de l'acte spécial.

I. - Le sous-traitant admis au paiement direct adresse sa demande de paiement au titulaire du marché public, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, à l'acheteur ou à la personne désignée par lui dans le marché public.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement à l'acheteur ou à la personne désignée dans le marché public par l'acheteur, accompagnée des copies des factures adressées au titulaire et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

L'acheteur ou la personne désignée par lui dans le marché public adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

L'acheteur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

II. - Lorsque le sous-traitant utilise le portail de facturation mentionné à l'article 2 de l'ordonnance du 26 juin 2014 susvisée, il y dépose sa demande de paiement sans autre formalité. Le titulaire dispose de quinze jours à compter de ce dépôt pour accepter ou refuser la demande de paiement sur le portail de facturation.

Le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées peut céder ou nantir, à concurrence du montant des prestations qui lui sont réglées directement, tout ou partie de sa créance.

La copie de l'original du marché public ou du certificat de cessibilité prévu à l'article 127 ou, le cas échéant, de l'acte spécial prévu à l'article 134 désignant un sous-traitant admis au paiement direct, est remise à chaque sous-traitant bénéficiant du paiement direct.

9. Provenance des matériaux et produits

Le titulaire a le choix de la provenance des matériaux, produits ou composants de construction, sous réserve de pouvoir justifier que ceux-ci satisfont aux conditions fixées par le marché.

Le titulaire est tenu de mettre à la disposition du maître d'œuvre les documents qui assurent la traçabilité des produits et matériaux mis en œuvre.

10. Préparation, coordination et exécution des travaux

10.1 Période de préparation des travaux

Conformément au planning de chantier, la période de préparation est de 1 mois.

10.2 Garde du chantier en cas de défaillance d'un entrepreneur

La garde des ouvrages est assurée par le titulaire du lot n° 1.

Si le marché relatif à un autre lot que le lot n° 1 était résilié par application des articles 47 ou 49 du C.C.A.G., l'entrepreneur titulaire du lot n° 1 devra assurer la garde des ouvrages, approvisionnements et installations réalisés par l'entrepreneur défaillant et ce, jusqu'à désignation d'un nouveau titulaire.

Les dépenses, justifiées, entraînées par cette garde ne seront pas à la charge de l'entrepreneur titulaire du lot n° 1.

10.3 Mesures particulières concernant l'hygiène et la sécurité

Le titulaire prend sur son chantier toutes les mesures d'ordre et de sécurité propres à éviter des accidents, tant à l'égard du personnel qu'à l'égard des tiers. Il est tenu d'observer tous les règlements et consignes de l'autorité compétente.

Il assure notamment l'éclairage et le gardiennage de son chantier ainsi que sa signalisation tant intérieure qu'extérieure et la clôture de ses chantiers.

Il prend toutes les précautions nécessaires pour éviter que les travaux ne causent un danger aux tiers, notamment pour la circulation publique si celle-ci n'a pas été déviée.

Les points de passage dangereux, le long et à la traversée des voies de communication, doivent être protégés par des garde-corps provisoires ou par tout autre dispositif approprié ; ils doivent être éclairés et, au besoin, gardés.

Le titulaire prend les dispositions utiles pour assurer l'hygiène des installations de chantier destinées au personnel, notamment par l'établissement des réseaux de voirie, d'alimentation en eau potable et d'assainissement, si l'importance des chantiers le justifie.

Le titulaire est responsable de la sécurité du chantier et doit s'assurer chaque soir de la bonne fermeture de celui-ci.

En cas d'inobservation par le titulaire des prescriptions ci-dessus et sans préjudice des pouvoirs des autorités compétentes, le maître d'œuvre peut prendre aux frais du titulaire les mesures nécessaires après mise en demeure restée sans effet. En cas d'urgence ou de danger, ces mesures sont prises sans mise en demeure préalable.

L'intervention des autorités compétentes ou du maître d'œuvre ne dégage pas la responsabilité du titulaire.

10.4 Autorisations administratives

Par dérogation à l'article 31.3 du CCAG, l'entrepreneur fera son affaire auprès de la mairie du lieu des travaux, de toutes les autorisations nécessaires à l'exécution des travaux telles les autorisations d'occupation temporaire du domaine public ou privé, les permissions de voirie, les autorisations de survol par grue de propriétés voisines et les ancrages.

10.5 Disposition concernant le travail illégal

Le titulaire, ou chacun des membres du groupement le cas échéant, est tenu de faire porter par son personnel, dans l'enceinte du chantier et en permanence, un dispositif d'identification combinée de chaque personne et de son employeur.

Le titulaire, ou chacun des membres du groupement le cas échéant, est tenu d'établir un enregistrement exhaustif de toutes les personnes qu'il emploie sur le chantier.

Cet enregistrement est tenu à jour et mis à disposition du maître d'œuvre et de toute autre autorité compétente. Le représentant du pouvoir adjudicateur peut en solliciter la production à tout moment.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables. Il reste responsable du respect de celles-ci pendant toute la durée du marché.

11. Poursuite de l'exécution des prestations prévues au marché

11.1 Ouvrages et prestations non prévues

Les ouvrages et prestations non prévues correspondent à tous les travaux arrivant en supplément et/ou en déduction qui sont la conséquence de modifications que le pouvoir adjudicateur se réserve le

droit d'apporter en cours d'exécution des travaux ou qui résultent de sujétions techniques ou d'insuffisance des quantités prévues dans le marché. Dans tous les cas, ces travaux doivent rester indispensables à l'achèvement du chantier.

Tous travaux intervenant en suppléments et/ou en déduction doivent être validés par la maîtrise d'œuvre et la maîtrise d'ouvrage avant tout commencement d'exécution.

L'entreprise doit présenter un devis détaillé des prestations établi sur les mêmes bases que les prix du marché (prix forfaitaires ou unitaires) et conforme aux conditions économiques du mois d'établissement de ces prix. Ces prix seront révisables aux conditions du présent marché. Le devis de l'entreprise sera validé et justifié par la maîtrise d'œuvre.

La maîtrise d'ouvrage pourra ensuite prendre un avenant et l'architecte un ordre de service.

Il est rappelé que le dépôt d'un devis par une entreprise n'oblige en aucune façon le maître d'ouvrage à y donner une suite favorable.

Par dérogation aux articles 15.2.2, 15.3, 16.1 du C.C.A.G. travaux, l'entrepreneur ne pourra prétendre à aucune indemnité que pourrait lui procurer les divers changements dans la masse et l'importance des travaux.

12. Constatation des quantités d'ouvrages exécutés

Conformément à l'article 40 du CCAG Travaux, le titulaire remet au maître d'œuvre :

-au plus tard lorsqu'il demande la réception des travaux conformément à l'article 41.1 du CCAG Travaux : les spécifications de pose, les notices de fonctionnement, les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en œuvre, les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements, ainsi que les constats d'évacuation des déchets ;

-dans un délai d'un mois suivant la date de notification de la décision de réception des travaux : les autres éléments du dossier des ouvrages exécutés (DOE) et les documents nécessaires à l'établissement du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO).

Un exemplaire des documents nécessaires à l'établissement du DIUO est également transmis au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé.

Le défaut de remise, dans les délais, des documents mentionnés ci-dessus entraîne l'application d'une retenue égale à 5 % du volume des prestations réalisées (marché initial augmenté le cas échéant de ces avenants). Cette retenue est prélevée sur le dernier acompte et sera remboursée dès que les documents manquants sont fournis.

Le D.O.E. est constitué des éléments suivants :

- plans d'ensemble et de détail des ouvrages exécutés
- photographies des ouvrages exécutés
- notes de calcul
- références des produits et matériels, modes d'emploi et notices techniques
- tout autre document utile aux interventions ultérieures

Le DOE est à remettre en 3 exemplaires dont un sur un support physique électronique (CLEF USB).

Le D.I.U.O rassemble les données de nature à faciliter la prévention des risques professionnels lors des interventions ultérieures et, notamment, lors de l'entretien de l'ouvrage. Un exemplaire doit également être remis au coordinateur SPS.

13. Contrôles et réception des travaux

13.1 Réception

Le titulaire avise, à la fois, le maître de l'ouvrage et le maître d'œuvre, par écrit, de la date à laquelle il estime que les travaux ont été achevés ou le seront.

Le maître d'œuvre procède, le titulaire ayant été convoqué, aux opérations préalables à la réception des ouvrages dans un délai qui est de vingt jours à compter de la date de réception de l'avis mentionné ci-dessus ou de la date indiquée dans cet avis pour l'achèvement des travaux, si cette dernière date est postérieure.

13.2 Délai de garantie de parfait achèvement

Le délai de garantie, conformément à l'article 44.1. du C.C.A.G., est fixé à un an à compter de la date d'effet de la réception.

14. Résiliation du marché

Le représentant du pouvoir adjudicateur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci pour un motif d'intérêt général ou pour faute du titulaire.

La décision de résiliation du marché est notifiée au titulaire. Sous réserve des dispositions particulières aux opérations de liquidation (article 47 du CCAG), la résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

15. Dérogations aux documents généraux

15.1 C.C.A.G.

Les dérogations au CCAG sont les suivantes:

-dérogation à l'article 13.1.4 du CCAG résultant de l'article 6.2 (approvisionnements) du présent CCAP,

-dérogation à l'article 20.4 du CCAG travaux résultat des articles 7.2.1 (pénalités pour retard dans l'exécution des prestations) et 7.2.2 (autres pénalités) du présent CCAP,

-dérogation à l'article 31.3 du CCAG résultant de l'article 9.4 (autorisations administratives) du présent CCAP,

-dérogation à l'article 40 du CCAG travaux résultat de l'article 12 (constatation des quantités d'ouvrages exécutés) du présent CCAP

-dérogation aux articles 15.2.2, 15.3, 16.1 du CCAG résultant de l'article 10.1 (ouvrages et prestations non prévues) du présent CCAP,

15.2 C.C.T.G.

Sans objet

Fait à Guise, le 24 juillet 2018.

Le pouvoir adjudicateur

L'entreprise

Annexe 1 : consignes particulières concernant tous les travaux

Les entreprises doivent prendre toutes les précautions utiles afin qu'aucun sinistre ne se déclare et notamment il est interdit :

- 1° d'effectuer en présence de public, des travaux qui feraient courir un danger quelconque à ce dernier ou qui apporteraient une gêne à son évacuation ;
- 2° d'effectuer des travaux par points chauds sans autorisation préalable (permis de feu) et sans respect des consignes particulières concernant ces types de travaux ;
- 3° d'effectuer des travaux par points chauds simultanément à d'autres travaux présentant des risques d'explosion (utilisation de solvants, colles, cires, peintures, etc.) ;
- 4° de déposer des matériaux ou gravats dans les cheminements d'évacuation ainsi que sur les voies réservées aux véhicules de secours ;
- 5° de stocker des liquides particulièrement inflammables et des liquides inflammables de la première catégorie en dehors de locaux aménagés à cet effet et de les utiliser en présence de public
- 6° de fumer sur le chantier
- 7° d'introduire ou d'utiliser des réchauds à l'intérieur des immeubles ;
- 8° de neutraliser les moyens de protection incendie (porte coupe-feu calée ouverte, robinet d'incendie armé rendu inaccessible, etc.) ;
- 9° de laisser se constituer des dépôts de matières combustibles ;
- 10° de quitter un chantier sans avoir effectué une ronde de sécurité ;
- 11° d'effectuer des branchements électriques sur les installations existantes sans autorisations préalables.

Annexe 2 : consignes particulières concernant les travaux par points chauds

Les personnels et entreprises doivent prendre toutes précautions utiles afin qu'aucun sinistre ne se déclare et notamment respecter les mesures suivantes :

Avant les travaux

- 1° repérer les moyens d'alerte et d'extinction ;
- 2° disposer de moyens d'extinction propres, pour chaque lieu de travaux, au minimum un extincteur à eau pulvérisée de 9 litres ou un seau pompe et un extincteur approprié aux risques ;
- 3° afficher un exemplaire du permis de feu sur les lieux des travaux ;
- 4° vérifier que le matériel de soudage, découpage, ... est en parfait état de fonctionnement ;
- 5° s'assurer que les chalumeaux sont équipés de clapets anti-retour ;
- 6° vérifier que la tension d'utilisation des matériels est compatible avec la tension d'alimentation de l'installation ;
- 7° vérifier que l'organe de coupure de l'alimentation électrique est accessible et identifié ;
- 8° prendre les mesures nécessaires pour que les bouteilles de gaz soient facilement déplaçables en cas de sinistre ;
- 9° colmater les ouvertures susceptibles de laisser des projections incandescentes, à l'aide de matériaux incombustibles ;
- 10° écarter les matériaux combustibles en contact avec les parties métalliques et conduites surchauffées ;
- 11° dégager les matériaux combustibles à environ dix mètres autour du lieu des travaux par points chauds ;
- 12° protéger les parties exposées par des plaques incombustibles, des bâches mouillées ou toute autre procédé équivalent ;
- 13° si le travail doit être effectué sur un récipient, réservoir, canalisation ou autre corps creux ayant contenu des produits inflammables ou explosifs, s'assurer de leur dégazage.

Pendant les travaux

- 14° mouiller les parties en bois pouvant entrer en contact avec la flamme du chalumeau ;
- 15° surveiller les projections incandescentes et leurs points de chute ;
- 16° refroidir les parties ou objets chauffés, s'il y a impossibilité les déposer sur des supports incombustibles ;
- 17° assurer en permanence la surveillance du chantier, y compris pendant les heures de repas ;

Après l'exécution des travaux

- 18° Arrêter les travaux par points chauds deux heures avant la cession du travail et maintenir une surveillance rigoureuse des lieux
- 19° indiquer in situ par des flèches rouges ou sur un plan affiché les points exacts des travaux par points chauds pour faciliter les rondes ;
- 20° fermer les bouteilles de gaz et démonter les manomètres des bouteilles ;
- 21° inspecter les lieux des travaux, les locaux et espaces adjacents ayant pu être concernés par des projections d'étincelles ou par des transferts de chaleur.